



## Des archives à la BDIC

Offrant, dès sa création, des garanties de conservation et de consultation, la BDIC a été de tout temps un lieu vers lequel convergeaient des archives privées : papiers personnels de chercheurs, de diplomates, de réfugiés et de militants, ou archives d'associations, de syndicats, de comités, etc. Autant de sources primaires qui, aux côtés des collections imprimées, des fonds iconographiques et, depuis plus d'une décennie, d'archives sonores et audiovisuelles, font de la BDIC une institution *totale* placée sous le signe de la pluralité de l'histoire et de ses sources.

Il ne s'agit pas là d'un *satisfecit*, mais d'une réalité qui renvoie à sa vocation originelle : rassembler tout type de sources, sans *a priori* hiérarchique. Un constat toutefois s'impose : celui de la part grandissante des archives dans l'accroissement de nos collections. Ce qui ne signifie pas que nous conférerions à la source de prédilection de l'historien une aura ou une valeur heuristique supérieure, la plupart des dépôts correspondent à une démarche spontanée des donateurs, mais cette tendance témoigne de leur part d'une prise de conscience de l'intérêt des archives pour la recherche. Les derniers fonds entrés à la BDIC en sont l'illustration, ainsi les archives de David Rousset, de Mahomet-Beck Islamovitch Hadjetlache, journaliste caucasien de langue russe, de l'historien Pierre Broué, ou encore du Comité de soutien à Sarajevo pendant la guerre dans l'ex-Yougoslavie. On notera aussi la prédominance d'archives de l'émigration attestant des choix d'une institution déjà tournée vers les « sans voix » alors qu'il n'était pas forcément politiquement correct de le faire.

Pendant longtemps la BDIC a appliqué aux fonds d'archives des procédures de traitement qui privilégiaient le classement thématique au détriment d'un classement reflétant les logiques de constitution. Le retraitement des fonds anciens et leur versement dans la base de données Archives-Images (GED) sont en cours de réalisation. En attendant le « portail » magique qui devrait bientôt, quelle que soit l'interrogation, mener droit au but, rappelons que l'inventaire des archives consultables sur le site de la BDIC ne constitue qu'une *partie* des fonds existants et qu'il

faut, pour connaître les fonds d'archives traités avant l'informatisation des collections, recourir au « fichier-papier », lequel, à coup sûr, avant celui de l'archive, vous donnera le goût de la fiche.

Car il faut bien admettre que l'archive – et plus encore l'archive orale ! – fascine. Elle fascine parce qu'elle produit de l'émotion et que l'histoire, quoiqu'on en dise, ne peut s'écrire sans elle.

SONIA COMBE

Département Archives et Recherche

### Sommaire

- 1 Editorial
- 2 Le site de la BDIC  
La BDIC et la future Maison de l'Europe contemporaine
- 3 Les dons du Baron Joseph de Baye  
Le projet EQUAL
- 4 Au cœur des mutations du XX<sup>e</sup> siècle : le fonds Roger Millot
- 6 Les archives de la Jeunesse étudiante catholique internationale (JECI)
- 7 Le fonds Claude Durand
- 8 Séminaire « Écritures du passé » : La Flaca Alejandra



« Proclamation jetée dans Moscou par les avions le 11 août 1918 ». (Fonds Baron Joseph de Baye, collection BDIC).

## Le site de la BDIC

La BDIC a mis en ligne la nouvelle version de son site Internet. Ce dernier repose toujours sur le même système de gestion de contenu développé en interne. La présentation a été modifiée afin d'améliorer la navigation ainsi que la visibilité des différents contenus.

La nouveauté principale réside dans la possibilité offerte, pour tout utilisateur, de personnaliser le site : chacun peut sélectionner ce qu'il souhaite voir apparaître à l'écran, mais surtout peut intégrer des flux d'information (fils RSS) provenant d'autres sites internet (actualités diverses, blogs, etc.). La nouvelle version du site permet aux lecteurs de la bibliothèque d'être encore mieux tenus informés de l'entrée de nouveaux documents dans les collections de la BDIC en fonction de leurs sujets de recherche par la création de « fils bibliographiques ». Ces derniers permettent de suivre les acquisitions de nouveaux ouvrages sur des sujets donnés et de rebondir ensuite dans la principale base bibliographique de la BDIC. Ces fils complètent le système de veille bibliographique par courrier électronique déjà existant et intégré à l'interface personnalisée. Ces fils bibliographiques sont des flux RSS au format XML.

Ainsi, l'utilisateur, qu'il soit lecteur ou non, accèdera à l'ensemble de l'information qui l'intéresse sur une seule page, sans passer par les sites d'où elle provient.

YVES TOMIC

Directrice de la publication :  
Geneviève Dreyfus-Armand

Rédactrice en chef : Anne-Marie Pavillard

Ont collaboré à ce numéro :

Sonia Combe,  
Alexandre Goriounov,  
Jean-Philippe Legois,  
Odette Martinez,  
Jean-Claude Mouton,  
Marie-Hélène Olivier,  
Irène Paillard,  
Benjamin Suc,  
Yves Tomic,  
Nicolas Veysset

P.A.O. : SPEI

Imprimerie : V. Suin

ISSN 1295-9154

BIBLIOTHEQUE DE DOCUMENTATION  
INTERNATIONALE CONTEMPORAINE  
6, allée de l'Université  
92001 Nanterre Cedex  
(la BDIC est sur le campus  
de l'Université de Paris-X Nanterre

Internet : <http://www.bdic.fr>

Email : [courrier@bdic.fr](mailto:courrier@bdic.fr)



Page d'accueil du site de la BDIC.

## La BDIC et la future Maison de l'Europe contemporaine de Paris-X Nanterre

Les 23 et 24 mars dernier s'est tenu à Florence, à la villa Finaly – propriété des universités parisiennes – un colloque dont l'objectif était de définir, pour l'Université de Paris-X Nanterre, un programme de recherche interdisciplinaire consacré à l'Europe contemporaine. Programme qui sera présenté en juin prochain aux partenaires étrangers et servira de socle à la future *Maison de l'Europe contemporaine* envisagée dans le présent contrat quadriennal.

Structuré autour de quatre axes – les « moments » de l'Europe, l'identité de l'Europe (nations, frontières, mondialisation), démocratie et capitalisme, mutation du travail et crise de société –, ce colloque a permis de fructueux échan-

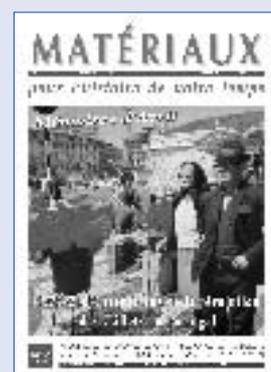
ges sur des thématiques communes abordées de points de vue disciplinaires différents. Il a été aussi l'occasion, pour nombre de participants, de mieux connaître, voire de découvrir, les problématiques de recherche de leurs collègues de l'Université. La BDIC était représentée par Sonia Combe (« Usages du passé dans le monde post-communiste : la disparition du concept de fascisme/antifascisme ») et Geneviève Dreyfus-Armand (« L'idée d'Europe dans l'opposition au franquisme, le rôle des exilés »).

La BDIC, dont les fonds collectés depuis près de 90 ans concernent surtout l'Europe et ses relations avec le monde, ne peut que se réjouir de la création de cette Maison de l'Europe contemporaine, pour qui elle constituera un appui solide. Afin de constituer véritablement un pôle d'excellence dans l'Ouest parisien, la BDIC doit aussi être dotée des moyens nécessaires à son développement et au renforcement de ses missions.

GENEVIÈVE DREYFUS-ARMAND

## Mémoires d'Avril 1974-2004

Le numéro 80 de la revue de la BDIC *Matériaux pour l'histoire de notre temps* est consacré aux *Mémoires d'Avril 1974-2004, trente ans de la révolution des Ceillets au Portugal* (actes du colloque international organisé du 20 au 30 avril 2004 par les universités Paris-X Nanterre et Rennes-II).

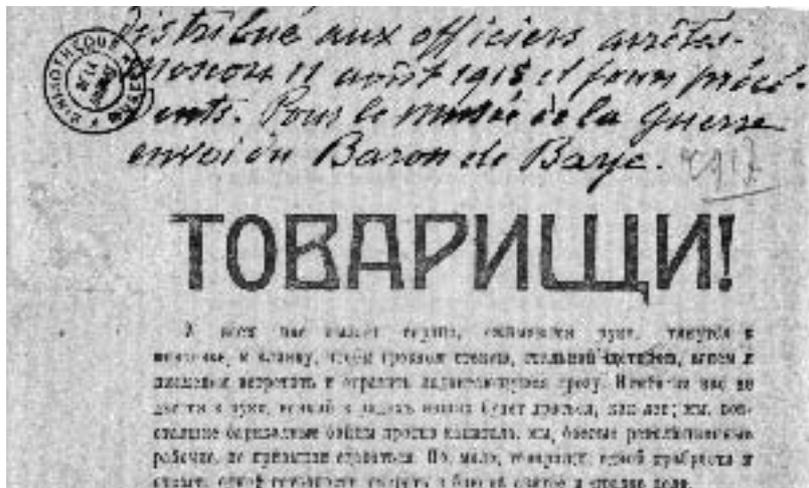


## Baron Joseph de Baye (1853-1931)

Selon toute vraisemblance, le baron Joseph de Baye fut le premier collecteur d'archives russes et de littérature grise de la Bibliothèque et Musée de la Guerre<sup>1</sup>. Dès 1917 il envoie à cette jeune institution des dizaines de tracts, d'affiches, d'ordres militaires et textes de propagande du gouvernement bolchévique. Sur chaque pièce il n'oublie pas de mentionner à la main sa provenance, ainsi les inscriptions « Pour le Musée de la Guerre, arraché d'un mur de Moscou le 27 octobre 1918 par le Baron de Baye » (les traces de colle sont encore décelables au dos du document), ou « Ce papier a été jeté par des voitures circulant dans Moscou le 13 août 1918. Envoi au Musée de la Guerre par le Baron de Baye ». Qui était donc ce baron soucieux de collecter les traces de l'histoire en train de se faire au point de prendre le risque d'arracher des affiches ?

Issu d'une baronnie en Baye (Marne) où l'on peut encore voir l'imposant château dans lequel il conserva ses propres collections, Joseph de Baye était un scientifique – archéologue et anthropologue – qui participa à de nombreux congrès internationaux. C'était aussi un grand voyageur et un grand collectionneur. Plusieurs objets trouvés ou achetés par le baron se trouvent actuellement au musée de l'Homme, au Louvre, au musée de Sèvres, à l'Institut de paléontologie humaine du Muséum national d'histoire naturelle, au musée Guimet et à celui de Saint-Germain-en-Laye. En bref, cet homme de sciences participa à l'enrichissement des collections de nombre de musées français, offrant à chacun ce qui lui revenait selon le type et la nature du document. Il avait participé dès 1890 à des recherches archéologiques en Russie en tant que chargé de mission du ministère de l'Instruction publique et fait plusieurs fouilles dans l'Oural, le Caucase, ainsi que dans les régions de Saratov et de Smolensk. Son dernier voyage dura six ans (de 1914 à 1920) et c'est entre 1917 et 1919 qu'il collectionna des tracts pour le musée de la Guerre.

On ne sait si c'est en raison de prises de position politiques ou bien, qui sait, à la suite de ses activités d'arracheur d'affiches des murs de Moscou, ce qui, naturellement était strictement interdit, qu'il se



« Distribué aux officiers arrêtés. Moscou 11 août 1918 et jours précédents. Pour le Musée de la Guerre envoi du Baron de Baye. ».

retrouva dans la prison de la Loubianka, d'où il fut libéré grâce à l'intervention de Natalia Sedova, épouse de Trotsky.

Les collections de la BDIC possèdent quelques écrits du baron. L'un d'eux,

imprimé à Moscou en 1914 dans une édition bilingue, atteste de sa sympathie pour la Russie. Il s'intitule : « Réflexions d'un Français sur sa seconde patrie ».

ALEXANDRE GORIOUNOV

## Projet EQUAL

Odyssée(s)



Dans le cadre du programme EQUAL destiné à « Lutter contre les discriminations et les inégalités face à l'emploi », lancé par le Fonds social européen de la Commission européenne, la BDIC participe au projet Odyssée(s) intitulé « Former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations ». Cette action est menée sur la période 2005-2007 dans le cadre d'un partenariat réunissant l'AEFTI<sup>1</sup>, la BDIC, le CRPVE<sup>2</sup>, la FACEEF<sup>3</sup> et Génériques qui est l'association porteuse du projet.

La BDIC participe à ce projet avec trois activités :

- Inventaires de fonds de l'immigration : il s'agit d'archives émanant d'associations d'immigrés d'Europe de l'Est et d'Espagne, ou d'associations de défense des droits de l'homme qui ont pris en charge de nouveaux émigrants.
- Formation d'étudiants à la lecture de l'archive : la BDIC organise tout au long de l'année des séances où sont formés des étudiants de 3<sup>e</sup> cycle. Partant de ses fonds d'archives (archives papier et audiovisuelles) concernant l'immigration, elle initie à la recherche sur des matériaux bruts.
- Mise en ligne d'une base de données de périodiques de l'immigration : il s'agit de répertorier et de traiter toutes les collections de périodiques présentes à la BDIC et qui émanent d'associations d'immigrés. Cela représente environ 900 titres en caractères latins. Le but final est de constituer une base de données à partir de notices créées dans le SUDOC.

On voit qu'avec ces trois activités, la BDIC – tout en se maintenant dans le cadre de ses missions habituelles – les dépasse pour se recentrer au mieux sur le projet.

IRÈNE PAILLARD

1. Fédération des associations pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et de leurs familles.

2. Centre de ressources « Politique de la ville » en Essonne.

3. Fédération des associations et centres d'émigrés espagnols en France.

1. Premier nom de la BDIC.

# Au cœur des mutations du XX<sup>e</sup> siècle

## Le fonds Roger Millot

Le fonds Roger Millot entré à la BDIC en 1983 est maintenant accessible sous la cote F delta 1065<sup>1</sup>. Sa diversité et l'amplitude des domaines concernés le rendent d'un grand intérêt. En effet, par son ouverture d'esprit, sa générosité, son exceptionnel don de sympathie et ses engagements aussi précoces que durables, ce militant-né se trouve au cœur des interrogations d'une société qui se cherche.

Né en 1909, à Clamecy, dans une famille modeste mais riche de ses traditions, Roger Millot fait de bonnes études qui l'amènent à l'École des mines de Paris. Années de formation décisives où il noue de solides amitiés, en particulier avec Alain Poher, le futur président du Sénat qui est son camarade de promotion. Mais la réussite individuelle d'une carrière d'ingénieur ne lui suffit pas. Il souscrit pleinement aux idées qu'exprime, à la même époque, Georges Lamirand dans *Le Rôle social de l'ingénieur*. Encore étudiant, il les met en pratique en participant aux activités de l'USIC (Union sociale d'ingénieurs catholiques) et comme professeur de français aux « Équipes sociales » fondées par Robert Garric. Il est émouvant de retrouver dans les archives la lettre que lui écrit, le 15 octobre 1959, un de ses anciens élèves des Équipes, Camille Haoussine : à propos d'une photo publiée dans *L'Écho touristique* de Rabat, il lui fait part de son émotion de retrouver « sous le masque de l'homme mûr (...) le jeune et solide "enseignant" catholique des années 30... ».

Son adhésion à la FFEC (Fédération française des étudiants catholiques), dont il deviendra président de 1935 à 1938, l'oriente vers Pax Romana, association fondée à Fribourg, en Suisse, au lendemain de la Première Guerre mondiale. Immédiatement, il s'y engage en organisant le Secrétariat parisien des relations internationales. Jusqu'en 1952, Roger Millot participera activement au plus haut niveau aux activités de Pax Romana. Les amitiés qu'il s'y fait abolissent les distances et les contacts lui paraissent toujours faciles quand il s'agit de rejoindre en Suisse Ramon Sugranyes, le secrétaire général, ou en Italie, Vittorino Veronese, le vice-président du MIIC (Mouvement international des intellec-

tuels catholiques), branche aînée de Pax Romana, créée en 1947 et dont Roger Millot devient le premier président. Cette expérience internationale est constitutive de sa personnalité et elle aura tout naturellement des prolongements dans sa future activité syndicale.

### Entre le marteau et l'enclume

En 1933, Roger Millot trouve sa première situation chez Worms et Cie, à la Direction générale des Services Charbons. Il adhère au syndicat profes-



Roger Millot à son bureau des Houillères d'Auvergne, 1950.

sionnel maison qui compte deux ou trois dizaines d'adhérents. La crise du Front populaire fait prendre conscience aux ingénieurs, pris entre le marteau et l'enclume, de la nécessité de s'organiser pour assurer leur propre défense. En dépit des réserves qu'elle inspire, la Charte du travail représente une chance pour le syndicalisme des ingénieurs caractérisé par la faiblesse des effectifs et des moyens, et encore plus pour le syndicalisme des cadres et agents de maîtrise quasi inexistant. Après avoir hésité à rejoindre cet organisme de Vichy, et tout en poursuivant ses activités dans la Résistance, Roger Millot, avec la recommandation de son milieu professionnel, accepte de s'engager pour mettre à profit

la nouvelle législation et rassembler la famille professionnelle du Sous-sol. Ce sera la seule famille à peu près constituée à la Libération. Les archives rendent compte de ce travail acharné et minutieux, mené sur un rythme haletant, qui aboutira sans hiatus en décembre 1944 à la création de la Confédération générale des cadres. Il y jouera un rôle de premier plan reconnu par la création en 1950 du poste de délégué général qu'il occupera jusqu'à sa mort en 1973. Là aussi les dossiers concernant la CGC sont une source précieuse qui peut compenser la difficulté d'accès aux archives syndicales.

Au lendemain de la guerre, face à la désorganisation économique, les classes moyennes, isolées et morcelées, sans puissant porte-parole, sont particulièrement démunies. De décembre 1946 à janvier 1947, *Le Figaro* mène campagne pour faire entendre leur voix. A la faveur de ce mouvement d'opinion, le directeur du journal, Pierre Brisson, réunit en janvier 1947 personnalités et dirigeants d'associations susceptibles de constituer un rassemblement. Le nouvel organisme prend corps et reçoit, dès le 7 mars, son appellation définitive : Comité national de liaison et d'action des classes moyennes (CNCM). Le mouvement s'étend très vite : une quarantaine de départements sont représentés au congrès constitutif de juin 1947 où Roger Millot est confirmé président. Sous son égide, l'alliance se fait rapidement avec la CGC pour laquelle il devient une force d'appoint indispensable dans les négociations en cours avec l'État, la CGT et le CNPF. La représentativité du Comité est reconnue par la création en 1950 d'une Commission nationale technique des classes moyennes dépendant du ministre chargé des Affaires économiques. Elle est confirmée lors du renouvellement du Conseil éco-

1. L'inventaire de ce fonds (F pièce 7647) est consultable sur le site de la BDIC.



Congrès de la CGC, 1947, dîner à la Tour Eiffel (Roger Millot : le premier au fond à droite).

nomique en 1951 où les classes moyennes obtiennent deux sièges qui reviennent l'un au président du CNCM, l'autre à un membre des professions libérales.

### L'Institut international des classes moyennes

Cependant, après les premières années de lutte en réponse à une crise conjoncturelle, la gageure sera de maintenir la cohésion du nouveau groupement qui renouvelle profondément la notion de classe moyenne. En faire une force solidaire qui s'inscrit dans la durée en élaborant et définissant un idéal de société, tel est le sens de l'action et de la réflexion de Roger Millot. C'est pourquoi réduire la portée du Comité aux seules manifestations tumultueuses de ses débuts ne suffit pas à rendre compte de ce qu'il a été. Le manuscrit inédit « Essor ou déclin des classes moyennes » montre que, dans l'esprit de Roger Millot, le mouvement de 1947 se rattachait à une longue tradition sous le noble patronage d'Aristote. L'Institut international des classes moyennes créé en 1903 offre au CNCM une filiation qui le légitime et, en retour, au lendemain de la guerre, le Comité apporte à la vénérable institution une nouvelle jeunesse. Selon la conception française, elle intègre dorénavant professions libérales, petits et moyens propriétaires agricoles et classes moyennes salariées. Roger Millot est élu président de l'IICM au congrès qui se tient à Paris du 31 octobre au 3 novembre 1951. Il conservera cette fonction jusqu'en 1972. Le rayonnement de l'Institut sera remarquable comme en témoignent ses

congrès successifs : Paris, 1951 ; Gand, 1953 ; Luxembourg, 1961 ; Stuttgart, 1962 ; Rome, 1963 ; Madrid, 1966 ; Stockholm, 1968. L'IICM, dont le siège était à Bruxelles, est dissous depuis plusieurs années et ses archives dispersées. Son histoire reste à faire pour ses heures brillantes et sa participation à une Europe sociale en marche.

Parallèlement à l'extension du mouvement des classes moyennes, Roger Millot s'attache à développer la représentation internationale des cadres. Ses bonnes relations avec Giuseppe Togni, le président de la CIDA, Confederazione italiana dirigenti di azienda, se concrétisent avec la création à Rome de la CIC, Confédération internationale des cadres. En 1954, lors du deuxième congrès à Paris, est adoptée la définition française du cadre incluant agents de maîtrise, techniciens et assimilés ainsi que VRP. Grâce à cette nouvelle structure, la voix des cadres peut désormais se faire entendre au sein des organisations internationales du travail, à l'instar des confédérations ouvrières et patronales.

### Un rôle de précurseur

Précurseur, Roger Millot l'a été dans de nombreux domaines. Nous nous contenterons d'en mentionner deux : la francophonie et la formation permanente. Il accueille avec enthousiasme l'idée d'un jeune journaliste canadien, Jean-Marc Léger, qui rêve de rassembler la grande famille des francophones. Fondée en 1954 à Monte Carlo et Monaco, l'Union culturelle française connaît des débuts prometteurs.

Malheureusement, les moyens sont insuffisants et le dévouement des promoteurs ne parvient pas à soutenir le projet. Quoiqu'il en soit, il faut porter au crédit de l'UCF d'avoir donné un élan, mobilisé les énergies et fait progresser l'idée de la francophonie dont le terme était encore inusité à l'époque.

Dès son élection comme président de la Fédération nationale des syndicats d'ingénieurs et cadres en 1952, Roger Millot a voulu donner au personnel d'encadrement les moyens de comprendre et maîtriser le monde contemporain en constante évolution grâce à un enseignement pluridisciplinaire dispensé par les meilleurs spécialistes. Ainsi est né, bien avant que la loi du 16 juillet 1971 ne reconnaisse officiellement le besoin de formation permanente, le Centre économique et social de perfectionnement des cadres dont les conférences représentent plus de cent volumes conservés à la BDIC.

Au moment de lui remettre son épée d'académicien au Conseil économique et social, le président Émile Roche saluait le « pouvoir d'attraction » et la « force d'entraînement » qui ont permis à Roger Millot de servir son pays à travers des réalisations et des mouvements aussi nombreux que divers. On ne peut cependant retenir une interrogation : son action n'aurait-elle pas été plus efficace s'il avait mené une carrière politique ?

À plusieurs reprises, l'occasion lui a été donnée d'y jouer un rôle. Membre du Comité directeur du MRP en tant que trésorier-adjoint, il se présente dans l'Yonne aux élections du 2 juin 1946 à la deuxième Assemblée constituante et à nouveau aux élections législatives du 10 novembre, candidatures pour l'honneur dans un secteur difficile où il manquait d'appuis. En 1956, il est sollicité dans la Nièvre, et encore par deux fois, en 1958. Mais la situation locale est particulièrement complexe et, s'il l'observe attentivement, prenant à l'occasion parti, il finit par renoncer. À cette date, ses engagements en faveur des cadres et des classes moyennes sont devenus prioritaires et sans doute, le domaine social où il exerçait son activité convenait mieux à son tempérament de rassembleur que l'arène politique.

MARIE-HÉLÈNE OLIVIER

# Fonds de la Jeunesse étudiante catholique internationale

Le fonds de la Jeunesse étudiante catholique internationale (JECI) trouve naturellement sa place parmi les fonds d'archives étudiantes conservés à la BDIC. Ce classement illustre une nouvelle fois le dynamisme initié par la collaboration de la BDIC avec le GERME (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants), renforcée aujourd'hui par le partenariat avec la Mission CAARME (pour la création à Reims d'un Centre d'animation, d'archives et de recherches sur les mouvements étudiants).

C'est en 1946, à l'initiative du Canada, de la France et des Etats-Unis, que les JEC (Jeunesses étudiantes chrétiennes) se réunissent à Fribourg et créent un Centre international de documentation et d'information (CIDI) et une Commission internationale. Mise à mal par la guerre froide, cette première structuration internationale des JEC se réorganise en 1954, à Bruxelles, prend le nom de JECI et adopte des « Bases communes ». Regroupant 35 pays en 1956, elle va rallier jusqu'à 130 mouvements dans les années 1970.

Après une partie statutaire et historique, le plan de classement adopté présente les Sessions mondiales, puis le Secrétariat général pour conclure sur la structuration régionale et nationale du mouvement.

La partie « Statuts », enrichie des « Bases communes », est habituelle à toute association. Les parties sur la Commission internationale et le CIDI rappellent que c'est à partir de ces institutions que naît la JECI.

Les Sessions mondiales, se déroulant tous les 3 ou 4 ans, sont un moment d'échanges, de réflexions et de planification qui se déroule en 2 temps : traditionnellement le Conseil – qui rassemble les présidents et aumôniers généraux des mouvements membres et qui définit l'orientation, admet les nouveaux membres et nomme le secrétariat général – est précédé de la Session d'étude, qui permet à toutes les JEC de se rencontrer autour d'un thème et de préparer ainsi la définition des missions du mouvement. Les documents se font l'écho de leur organisation entre le Secrétariat général et le mouvement du pays hôte tant sur le plan

## Colloques *Etudiant-e-s en mouvements* Les 28 et 29 juin à l'Université Paris-X Nanterre

La BDIC, l'équipe Histoire et étude des mouvements étudiants (HEME, Université de Reims), Génériques et le GERME organisent deux colloques sur deux univers en interaction trop souvent étudiés séparément : celui des migrations étudiantes et celui des mouvements étudiants (associatifs, politiques, confessionnels, syndicaux, ...).

Avec l'appui de la Mission CAARME, le premier colloque, organisé à Nanterre les 28 et 29 juin, sera suivi d'un second moment d'échanges à Reims les 11 et 12 décembre.

Programmes sur les sites des différents partenaires : [www.bdic.fr](http://www.bdic.fr), [www.germe.info](http://www.germe.info), [www.generiques.org](http://www.generiques.org), [www.caarme.fr](http://www.caarme.fr).

pratique (préparation technique et logistique, inscriptions, voyage et hébergement, budget) que sur le fond (circulaires, documents de travail, enquêtes), et de leur déroulement (ordre du jour, commissions, bilans, votes).

Le Secrétariat général est chargé d'exécuter les décisions du Conseil et d'assurer le rayonnement du mouvement à l'échelle internationale. Une équipe de dirigeants permanents et de quelques étudiants collaborateurs assure la coordination des mouvements. Les documents de ce secrétariat reflètent cette coordination (réunions, finances, correspondance, voyages d'études, activités, questions ecclésiastiques...), les relations extérieures qu'entretient la JECI avec les autres mouvements religieux et sa politique de publication.

La JECI compte sept secrétariats régionaux qui coordonnent les différents mouvements dans chaque continent ou sous-continent. Une rencontre des secré-

tariats régionaux est régulièrement organisée entre deux sessions mondiales : documents préparatoires, travaux des commissions et conclusions en sont les traces archivistiques. Enfin, les documents collectés pour chaque pays (organisation et activités, réunions, éventuelles publications : périodiques, bulletins et autres brochures) sont présentés.

Aussi l'intérêt de ce fonds de plus de 30 mètres linéaires est-il double. Il permet d'approcher de près le mode d'intervention et d'organisation d'un mouvement de jeunesse d'action catholique dans les différents continents. Il complète en cela – et bien plus – le fonds Roger Millot (cf. pages 4-5). Il permet également de mesurer l'impact des vicissitudes d'un demi-siècle (1944-1993) de relations internationales au sein d'un mouvement d'action catholique spécialisé. Alors, avis aux chercheurs et amateurs !

BENJAMIN SUC & JEAN-PHILIPPE LEGOIS  
(Mission CAARME)

Cote : F delta 1980



Rencontre des Secrétariats régionaux, Natoye (Belgique), 1976.

## Panorama de la presse étudiante catholique à travers le monde en 100 unes

Tel est le titre de l'animation multimedia réalisée par l'équipe d'Atelier @lternet à partir de périodiques présents dans ce fonds : <http://www.caarme.fr/animation/jeci.html>.

## Le fonds Claude Durand

Le fonds Claude Durand vient de faire l'objet d'un travail de classement. Relativement étoffé (58 cartons dans sa version actuelle, soit plus de 12 000 pièces), il contient les archives des principales enquêtes sociologiques menées par Claude et Michelle Durand sur le tissu industriel français et le monde du travail, des années 1950 aux années 1980.

Né en 1927, Claude Durand entreprend des études de philosophie et de psychologie avant de se tourner vers la sociologie au détour des années 1950. Il travaille de 1956 à 1962 à l'Institut des sciences sociales du travail (ISST) puis, de 1963 à 1970, au Laboratoire de sociologie industrielle. Tenant d'une sociologie empirique et quantitative (dans les années soixante tout du moins) s'inscrivant dans une tradition réformiste, il prend pour objet central de ses enquêtes, à la charnière des études du monde ouvrier et de celles portant sur le tissu industriel, les « relations de travail » (les comportements au travail, les attitudes à l'égard des changements techniques, les capacités de mobilisation...) puis, par extensions successives, les conflits sociaux, les politiques sociales et les stratégies industrielles aussi bien des entreprises que de l'Etat. Inséparable d'une génération de sociologues (Bernard Mottez, Jacques Dofny, Jean Daniel Reynaud, Alain Touraine qui dirigera sa thèse, etc.), il accompagne le développement de la revue *Sociologie du travail* (créée en 1959 sous le patronage de Georges Friedmann) dont il sera membre du Comité de rédaction de 1961 à 1996 et pour laquelle il écrira de très nombreux articles. Dans les années 1970, il devient directeur du Groupe de sociologie du travail (CNRS) installé à l'Université Paris-VII.

### Enquêtes sur les grèves de mai 1968

Le fonds comprend trois grands types de documents : en premier lieu, la documentation récoltée lors des enquêtes (tracts, coupures de presse, documents syndicaux, questionnaires et entretiens réalisés avec des ouvriers, des dirigeants d'entreprise et des représentants syndicaux). À noter que le fonds contient les archives d'une des plus grandes enquêtes quantitatives menées dans les années 1960 sur le monde syndical (plus d'un millier de questionnaires réalisés dans près de 240 usines sur l'ensemble de la France) et, surtout, une documentation unique sur les grèves de mai 1968 et celles de l'année 1971 : dans les deux cas, en effet, les enquêtes menées dans un très grand nombre d'usines françaises (mais aussi dans le secteur public) grâce aux relations nouées dans la décennie précédente ont permis de réaliser, à chaud, de très nombreux entretiens (près de 300 sur l'ensemble de la période, dont certains font plus de 50 ou 60 pages dactylographiées), enrichis d'une importante collec-

pour la LIBERTÉ DU TRAVAIL

JE, soussigné (e) ..... mon gré

travaille en bureau de .....  
 d'origine par le présent à ne jamais prêter au avantage de toutes autres  
 qu'après avoir été dûment autorisé.

Je déclare être pleinement satisfait :

de mon salaire actuel

de mon salaire de travail

de la sécurité de mon emploi

de l'intérêt de mon travail

de la période de mon engagement

a) je trouve satisfaisant

b) je trouve peu satisfaisant

de mon avantage, surtout en 1968

Je déclare remettre cet écrit entre les mains du patronat et de ses  
 dirigeants respectifs pour qu'ils soient à travailler librement sous la protection  
 des forces de l'ordre.

A BRES, le ..... (Date) Signature :

Cet engagement étant signé sans motif de grève qui le transmette au  
 représentant du patronat;

\* déposer par OUI ou par NON dans les cases

Tract de mai 1968.

tion de tracts (locaux, pas seulement nationaux) et de la documentation liée aux négociations.

Le fonds contient ensuite les documents liés à l'exploitation (statistique) des données. D'une enquête à l'autre, c'est cette fois l'évolution des sciences quantitatives en France, de leur apogée dans les années 1950-1960 à leur reflux relatif au début des années 1970, qui apparaît ici. On assiste à l'invention de procédures toujours plus poussées de quantification et de contrôle des opérations statistiques (extension de l'analyse multivariée, échantillonnages complexes...), à l'évolution des matériels et de la division du travail (développement de la mécanique, sous-traitance des opérations de calculs...), etc. En ce sens, ce fonds relève aussi de l'histoire des sciences.

On dispose enfin de la documentation liée à la publication des enquêtes, sous leurs différentes formes (rapports officiels, articles et ouvrages).

Désormais disponible à la consultation, le fonds devrait faire l'objet, à courte échéance, de nouveaux versements. Signalons pour terminer que Claude Durand a publié en l'an 2000 aux éditions Ocarès un ouvrage intitulé *Sociologie du travail*, anthologie d'articles rédigés des années 1950 aux années 1990 et, comme son titre ne l'indique pas, véritable autobiographie intellectuelle par l'exemple. Pour les amateurs, l'ouvrage peut constituer un excellent guide pour s'orienter dans le présent fonds.

NICOLAS VEYSSET

Cote : F delta 1961

# La Flaca Alejandra

## Un film de Carmen Castillo et Guy Girard

Marcia Merino, dite la « Flaca Alejandra », est une dirigeante du MIR<sup>1</sup> qui, arrêtée et torturée en 1974 par la Dina<sup>2</sup>, devient une « fonctionnaire » des services d'intelligence de l'armée de Pinochet puis « se retourne » à nouveau en 1993 et demande publiquement pardon. Avec ce film, Carmen Castillo, ancienne militante

### Séminaire « Écritures du passé »

La transmission de la connaissance et de l'expérience historiques s'effectue en grande partie par le biais des représentations cinématographiques, photographiques et littéraires. Ces « écritures du passé », qui débordent le discours historien, sont l'objet de la réflexion menée au sein du séminaire que la BDIC et le département Cinéma de l'Université de Paris-X ont lancé en 2006.

Après avoir étudié, avec le cinéaste Patrick Barbéris, ses propres documentaires réalisés à partir d'archives et de photographies et analysé, avec la philosophe Marie Josée Montzain, *L'Animal d'acier*, film de Willy Zielke, commandé et censuré par les nazis en 1935, le séminaire a questionné l'impact du témoignage filmé. C'est dans ce cadre que Carmen Castillo a présenté *La Flaca Alejandra*, film qu'elle a réalisé avec Guy Girard (voir ci-contre). Cette réflexion sur la responsabilité du cinéaste à l'égard des témoins s'est poursuivie le 17 mai avec Daniel Cling, réalisateur de plusieurs documentaires sur la transmission de la mémoire de la Résistance et de la déportation.

Le séminaire « Écritures du passé » reprendra durant l'année universitaire 2006-2007. Il poursuivra la réflexion engagée le 3 avril avec Clément Chéroux sur le statut de la photographie en histoire et interrogera également des formes littéraires.



Extrait de : *La Flaca Alejandra*, de C. Castillo et G. Girard.

du MIR, arrêtée par la Dina après la mort de son compagnon en 1974 puis exilée, affronte, par un geste documentaire d'une rigueur extrême, le chantage politique qui impose aux démocrates chiliens une volonté d'oubli et un déni du passé.

### Bourreaux et victimes

Dès les premières séquences, le film installe un dispositif qui engage chacun dans sa responsabilité de témoin : la « Flaca » qui témoigne à l'écran de sa délation et dénonce les militaires, la réalisatrice à qui ce témoignage est adressé et qui, par la qualité de son écoute, ouvre un espace *autre* de transmission et enfin nous, spectateurs, que ces paroles atteignent. Par un « geste d'amour qui dérange et détruit comme aucun autre la logique des tortionnaires », ce film inscrit la possibilité d'un travail de vérité et de justice qui déjoue les mémoires de ressentiment. Il déplace les images victimaires liées à la dictature et montre comment les rouages répressifs s'enracinent dans une réalité humaine d'êtres qui, comme Marcia Merino, ont pu servir, à leur corps défendant, le régime le plus brutal.

Ainsi, la réalisatrice explore l'envers de son histoire militante et traque les bourreaux. Comment ces derniers brisent-ils Marcia et d'autres, au point de les changer « en poupées qui tuent » ? Que veut dire résister ? Plus qu'une scène virtuelle de représentation, le documentaire est ici une machine à dévoiler l'invisible et à provoquer du possible. Il « travaille », dans tous les sens du terme, les traces du passé.

### Recueil de traces

Confrontée à la disparition de ses compagnons de lutte, Carmen Castillo fait ici acte de cinéma à partir de cette invisibilité violente et contre cet effacement programmé. Depuis sa place de témoin survivante, par une implication sensible mais jamais envahissante, elle fait exister, pour nous, ces disparus qu'elle ressuscite grâce au souffle de sa *voix-off* qui les nomme, à qui elle donne un lieu de mémoire visuelle. Images floues, bougées, d'hommes et de femmes qui rêvaient d'un autre monde, fragments de films militants, photographies de manifestations : autant d'empreintes d'un passé de résistance que le film recueille et montre quelquefois à la limite du visible des choses, comme cette image obsédante d'un prisonnier qu'on emmène menotté vers l'inconnu.

Grâce au film et à notre regard, Marcia accomplit un ouvrage de réparation qui la restaure dans sa dignité et par lequel elle renoue, en amont de sa défaite, le fil d'un passé d'espérance toujours vivant. Le « retournement » *réel* de la « Flaca », attesté et démultiplié par la caméra-témoin de Carmen Castillo, devient alors une fable politique qui esquisse un tracé de possibles, au-delà des destins individuels. Le documentaire invente ainsi une lecture du passé qui élargit les scènes juridiques et sociales où se frayent au Chili les chemins de la démocratie.

1. Mouvement de la gauche révolutionnaire chilienne.  
2. Police politique de la dictature chilienne.